

Chers camarades,

Lors de sa VIIe session, le Comité central de notre Parti a examiné la situation du processus d'unification, votre lettre du 10 février 1979 et les propositions faites par votre Secrétaire général à notre Secrétaire général.

Il a jugé positives ces propositions, d'autant plus qu'elles correspondent, pour la plupart, à celles que nous vous avons faites antérieurement.

Dès le début du processus d'unification, en juin 1975, notre Parti avait souligné l'importance qu'il attachait à l'unité idéologique de nos deux partis, de leurs dirigeants et de leurs militants. Il estimait alors que les divergences politiques, même importantes, pouvaient être surmontées progressivement, par la discussion, dans le cadre de la résolution des contradictions au sein du peuple, à condition de s'appuyer sur le désir d'unité.

Depuis, notre position est, sur ce point, restée constante et la situation actuelle confirme, de notre point de vue, notre appréciation d'alors : les désaccords politiques ont été surmontés pour l'essentiel; c'est au cours de la campagne commune des élections législatives de mars 78 où s'est développée une unité d'action généralisée que le processus d'unification a connu les plus grands progrès.

N'est-ce pas d'ailleurs ce que prévoyaient nos deux délégations lorsqu'elles déclaraient en commun le 16 janvier 1978 :

« Les deux partis renforceront à l'occasion de la bataille politique de 1978 l'unité d'action en vue d'avancer dans la voie d'un tel parti. »

A la même époque, le IIIe Congrès de notre Parti, de son côté, affirmait avec force la nécessité que :

« Les bases respectives des deux partis soient associées de façon systématique en partant du désir d'unité, aux efforts unitaires engagés. L'unité ne sera durable et valable qu'à la condition d'être voulue, comprise et mise en pratique, non seulement par les Comités centraux, mais aussi par l'ensemble des militants de base et cadres intermédiaires des deux partis. »

En mai 1978, après avoir accepté les discussions sur quatre points : le centralisme démocratique, la construction du Parti communiste, le socialisme, les rapports entre guerre et révolution, nous vous faisons quelques propositions d'unité d'action pour avancer dans le processus d'unification en ce qui concerne notamment le travail *« dans la classe ouvrière à l'occasion de luttes ou de grèves ou dans la définition en commun du travail dans l'entreprise et du travail syndical », « vis à vis des militants et sympathisants du PCF », « dans les AFC », « contre la campagne anticambodgienne », « le travail dans les comités de soutien aux résidents Sonacotra », l'UOPDP (pour l'établissement du bilan après les élections et le maintien de l'unité d'action).*

En même temps, nous regrettons que *« les contacts de cellule à cellule ne (soient) pas encore la règle, ni une pratique bien ancrée partout »* et que parfois ces contacts n'existent que difficilement, s'agissant parfois de rencontres de délégués et non de l'ensemble des militants.

En décembre 1978, nous avons présenté un document intitulé *Quelle est notre conception de l'unité d'action?*, reprenant notre position sur cette question et vous faisant diverses propositions d'unité d'action notamment à propos des luttes de la sidérurgie.

Aujourd'hui, alors que les progrès politiques sont réels, au point que plus rien ne semble s'opposer, de ce point de vue, à l'unification rapide de nos deux organisations, paradoxalement, le processus semble marquer le pas.

Pourquoi? Parce que, de notre point de vue, le désir d'unité ne s'est pas largement développé, parce que persistent souvent de part et d'autre des points de vue étroits et sectaires. Nous sommes dans la situation de deux organisations qui développent une ligne politique très proche, mais parallèlement, souvent en s'ignorant mutuellement, en raison du fait que la recherche de l'unité d'action à tous les niveaux reste ponctuelle et n'est pas devenue systématique, que les rencontres entre l'ensemble de nos militants ne sont pas devenues une pratique courante.

Aussi, dans le but de parvenir le plus rapidement possible au parti unique, notre Comité central a-t-il décidé d'accepter les propositions suivantes sous réserve qu'elles s'appuient sur le développement simultané et durable de l'unité d'action à la base dans tous les domaines et la multiplication des réunions plénières de cellule à cellule :

— Réunion au mois de juillet des deux Comités centraux en vue d'examiner concrètement les modalités d'unification.

— Mise en place d'une commission pour coordonner notre activité en direction des luttes des sidérurgistes, tout en conservant l'activité indépendante de chacun des partis.

— Mise en place d'une commission pour étudier l'éventualité de publier un quotidien commun dès septembre 1979, étant bien entendu que ce projet ne pourrait se réaliser si la perspective de l'unification n'était pas à cette date sérieuse et même programmée.

— Rencontres périodiques entre les deux Secrétaires généraux. Notre Secrétaire général a souligné devant le Comité central : *«Le processus d'unification de notre Parti avec le PCRml ne saurait aboutir par les seules rencontres au niveau des dirigeants. Simultanément, à mes entretiens avec le camarade Secrétaire général du PCRml, il est indispensable que se réalisent des assemblées générales regroupant dans toute la France l'intégralité des militants de base des cellules respectives des deux partis».*

En ce qui concerne le meeting européen du 20 mai, nous vous avons déjà communiqué notre accord pour un meeting commun de nos deux partis. Nous vous le confirmons d'autant plus que la Résolution sur l'Europe de votre conférence nationale de mars 1979 marque un rapprochement sensible des positions de nos deux partis. Cependant, le Comité central exprime son désaccord sur le caractère international de ce meeting en raison de la situation concrète du mouvement communiste international en Europe : positions divergentes sur l'Europe, existence de plusieurs organisations se réclamant du marxisme-léninisme dans certains pays ayant souvent entre elles des rapports difficiles. Un tel meeting, loin de favoriser l'unité entre les marxistes-léninistes d'Europe risquerait tout au contraire d'approfondir leur division et de nuire aux bonnes relations que nous avons avec certains partis marxistes-léninistes.

A ce sujet, notre Comité central, qui vous a déjà communiqué la ligne de notre Parti en ce qui concerne le Mouvement communiste international, estime nécessaire que soient approfondies entre nous nos conceptions respectives du Mouvement communiste international et des rapports entre partis marxistes-léninistes de différents pays.

En conclusion, notre Comité central réaffirme son sincère désir d'unité et sa volonté de parvenir sans précipitation, mais dans les délais les plus brefs, à l'existence en France d'un seul parti marxiste-léniniste comme l'exigent la situation et les travailleurs qui nous regardent, elle constituera une preuve de notre capacité à résoudre les contradictions au sein de l'avant-garde marxiste-léniniste, à rendre à la classe ouvrière son parti et son unité.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

Le Comité central du PCML
Le 16/4/1979